

**Intervention de Madame Astrid Lulling, députée européenne, Présidente de l'Intergroupe  
"Viticulture-Tradition-Qualité" du Parlement européen  
Au Congrès de l'Association Nationale des élus de la vigne et du Vin - ANEV, le 20 mai 2005 à  
l'Université du Vin de Suze-la-Rousse, France.**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs et les élus,  
Mesdames, Messieurs,

C'est un grand honneur que de pouvoir m'exprimer devant vous en ce lieu magique en tant que Présidente de l'Intergroupe "Viticulture - Tradition - Qualité " du Parlement européen, qui vient d'être reconstitué après les élections de juin 2004.

Pour ceux qui ne sont pas encore familiers avec notre Intergroupe, je me permets de le présenter brièvement :

L'Intergroupe existe depuis octobre 1994. Votre président, M. Philippe Martin, en a été un membre éminent. Il est un des Intergroupes les plus anciens du Parlement européen. Quatre-vingt-dix députés s'y retrouvent, issus de tous les États membres et de tous les groupes politiques qui partagent un intérêt commun: la défense de la filière vitivinicole.

La mission de l'Intergroupe "Viticulture - Tradition - Qualité" est d'informer les députés des enjeux qui touchent leur région ou leur pays dans le domaine viticole et de leur donner les moyens de faire valoir leurs préoccupations au sein du Parlement pour défendre la spécificité de la viticulture européenne.

La Protection des Indications Géographiques, l'organisation commune du marché vitivinicole, les négociations au sein de l'OMC, la fiscalité, la promotion commerciale, alimentation et santé, les OGMs etc., sont quelques-uns des dossiers qui sont traités durant nos réunions, lesquelles ont lieu tous les deux mois à Strasbourg.

Votre Président m'a demandé de vous exposer les principaux dossiers qui sont actuellement à l'ordre du jour de nos réunions : à savoir les allégations nutritionnelles, les taux d'accises, l'OCM Vin, et les négociations au sein de l'OMC.

En ce qui concerne les **allégations nutritionnelles**, la Commission a présenté en juillet 2003 une proposition de règlement en vue d'harmoniser les différentes législations nationales concernant les allégations nutritionnelles et de santé. Le but de la Commission est de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs, de faciliter la libre circulation des marchandises, d'augmenter la sécurité juridique pour les acteurs économiques et de garantir une concurrence loyale dans le domaine des aliments.

Le règlement vise l'harmonisation des allégations par la création d'une liste d'allégations autorisées.

Pour rappel, les allégations sont des informations d'étiquetage, de présentation et de publicité qui annoncent les caractéristiques d'une denrée alimentaire ou d'un composant alimentaire au consommateur. L'objectif est d'éliminer les allégations nutritionnelles et de santé trompeuses ou peu compréhensibles pour le consommateur. Les allégations nutritionnelles et de santé pour les boissons alcoolisées de plus de 1,2% seront, selon la proposition qui se trouve sur la table, interdites, à l'exception des allégations se référant à la réduction de la teneur en alcool ou à la réduction du contenu énergétique d'une boisson alcoolisée.

Le Conseil des ministres de l'Union européenne semble vouloir adopter une position dure sur le sujet controversé des allégations nutritionnelles. En effet, le groupe de travail chargé d'étudier ce dossier estime que les allégations nutritionnelles ne devraient pas encourager la consommation excessive ou aller à l'encontre de pratiques diététiques saines. La question a été évoquée lors du Conseil santé et protection des consommateurs (formation du Conseil des ministres de l'UE) en décembre dernier. Les ministres se sont concentrés sur deux aspects principaux : les mesures appropriées pour assurer une information correcte des consommateurs et le concept de profils nutritionnels comme instrument aidant le consommateur à faire des choix d'alimentation favorables à sa santé.

Selon nous, cette proposition porte préjudice au vin, produit pour lequel aucune allégation nutritionnelle ou de santé ne pourrait être mentionnée alors que de nombreuses études scientifiques tendent à montrer les effets bénéfiques d'une consommation modérée de vin. La proposition de la Commission européenne de réglementer les allégations nutritionnelles et de santé rencontre donc l'opposition du Parlement européen. La Commission parlementaire "Environnement, santé publique et sécurité alimentaire" en charge du dossier vient d'adopter un rapport qui modifie considérablement la proposition de la Commission qui sera soumise en séance plénière le 26 mai à Bruxelles.

Point central, les députés ont proposé de supprimer l'article 4 qui prévoit les "restrictions à l'emploi des allégations nutritionnelles et de santé". La Commission voulait établir des profils nutritionnels, établis en fonction de la quantité de certains nutriments (sucre, sel, matières grasses) auxquels les denrées alimentaires devraient se conformer pour pouvoir porter des allégations. Cet article prévoyait aussi une interdiction de telles allégations pour les boissons titrant à plus de 1,2 % d'alcool (paragraphe 3). Les députés ont supprimé l'ensemble de l'article refusant que des produits soient considérés comme bon ou mauvais indépendamment de leur usage. De son côté, l'Intergroupe vin s'était opposé au paragraphe 3 rappelant que le vin est un produit agricole qui est déjà couvert par des régulations spécifiques.

La suppression de cet article apparaît donc une bonne nouvelle pour la filière viti-vinicole mais il est peu probable que la Commission et le Conseil acceptent une telle modification de la proposition initiale, vidée d'une partie de sa substance.

D'autre part, les députés ont souhaité le remplacement de la procédure obligatoire d'autorisation par une procédure de notification, l'autorisation d'allégations relatives à la perte de poids mais l'interdiction des allégations visant les enfants. Les députés font déjà l'objet de critiques par la Commission qui vient de lancer une campagne de lutte contre l'obésité. Certains sont accusés de faire le jeu de l'industrie agro-alimentaire. L'intergroupe Vin, qui s'est réuni le 11 mai 2005 a traité de cette question et a décidé de mobiliser les députés pour le maintien de la suppression de tout l'article 4 ou au moins de l'alinéa 3. Hier a été le délai pour le dépôt des amendements. Je ne sais donc pas encore quels amendements ont été déposés. Quoi qu'il en soit, nous lutterons pour la suppression de tout l'article 4, mais nous ne sommes pas sûrs de réussir, parce que le rapporteur Mme Poli Bortone semble aussi avoir l'intention de maintenir l'article 4, supprimé par une majorité des membres de la Commission compétente au fond.

En ce qui concerne **les accises sur le vin et autres boissons alcoolisées**, la Commission a finalement présenté, le 26 mai 2004, un rapport sur le fonctionnement du système communautaire des taux d'accise minimums appliqués aux alcools et boissons alcoolisées. Ce rapport a longtemps été bloqué par les professionnels du vin qui ont réussi à retarder de plusieurs mois sa publication.

La principale conclusion du rapport est qu'il est nécessaire de favoriser une plus grande convergence entre les taux d'accise appliqués par les différents Etats membres afin, prétendument, d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur.

En effet, la directive 92/84/CEE de 1993 a fixé des taux d'accise minimaux applicables à l'alcool et aux boissons alcooliques pour chaque catégorie de produits. Au-delà de ces taux minimaux, les Etats membres sont libres de déterminer leurs taux nationaux. Il a résulté de ce système des niveaux de taxation extrêmement variés, reflétant des considérations stratégiques nationales très diverses. Le rapport évalue les taux d'accise minimaux à la lumière de quatre questions à savoir le fonctionnement du marché intérieur, la concurrence entre les boissons alcooliques, la valeur réelle des taux d'accise minimaux (la Commission recommande aux Etats membres de les relever afin de refléter l'inflation survenue entre le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et le 1<sup>er</sup> janvier 2003, soit de 25%), les objectifs du Traité en général (santé, de politique agricole ou de l'élargissement)

La Commission envisage également des modifications dans la structure des taux d'accise. Elle s'interroge notamment sur la pertinence du maintien de la taxation différenciée entre les boissons alcooliques dites tranquilles et mousseuses. Cette distinction lui semble plus justifiée dans la mesure où les deux produits sont de plus en plus consommés aux mêmes occasions.

Pour répondre aux différents problèmes identifiés, la Commission estime qu'un rapprochement des taux serait une bonne solution. Sa communication a pour but de lancer un grand débat sur la fiscalité des boissons alcooliques.

Une des questions qui resurgit dans le cadre de ce débat est la persistance du taux zéro pour le vin. Les pays nordiques n'y sont pas favorables et les producteurs de bière ont déjà mené sur cette question un lobbying actif pour que leur produit bénéficie du même taux que le vin. Or, il y a peu de chance pour que la bière bénéficie d'un taux zéro. Le risque est alors une remise en cause du taux zéro pour le vin.

En tant que membre de la Commission économique et monétaire du Parlement européen, il m'avait été confié la tâche, en début de législature, de rédiger un rapport sur cette question extrêmement controversée. Nous avons décidé, après mûres réflexions, de ne pas rédiger de rapport d'initiative afin de ne pas ouvrir un débat dont l'ampleur dépasserait certainement les enjeux à l'œuvre. L'intergroupe dans son ensemble est lui aussi d'avis que le débat sur les taux d'accise ne doit pas être ouvert afin de ne pas risquer de remettre en cause les niveaux actuels. Car, contrairement à ce qui avait été l'intention de la Commission en 2003, son rapport ne contient pas de proposition législative.

Malheureusement, les ministres des 25 réunis en Conseil ECOFIN le 12 avril se sont prononcés en faveur d'une harmonisation des taux d'accises pour les boissons alcoolisées afin de prendre en compte l'inflation. Cette décision fait suite au rapport publié par la Commission sur les différents taux d'accises, dont je viens de parler. Voici le texte de la décision du Conseil :

"Le Conseil invite la Commission à présenter une proposition visant à ajuster les taux minimaux des droits d'accises afin d'éviter une diminution de la valeur réelle des taux communautaires minimaux, en accordant des périodes de transition et des dérogations aux Etats membres qui pourraient rencontrer des difficultés à augmenter leur taux (...)".

C'est quand même malheureux car ce que j'ai voulu éviter en ne présentant pas de rapport, à savoir une invitation à la Commission de présenter une proposition législative, vient d'être fait par le Conseil. Jusqu'à présent, nous avons réussi à éviter l'adoption par la Commission en tant que collègue d'une telle proposition législative pour modifier la directive de 1992. M. Bolkenstein l'avait élaboré, mais, en 2003, il n'a pas trouvé une majorité parmi les 20 commissaires d'alors pour l'adopter. Si maintenant le Commissaire responsable reprend le texte de Bolkenstein, il doit trouver une majorité parmi les 25 commissaires. Il faut donc, comme en 2003, tuer la proposition dans l'oeuf, c'est à dire éviter qu'elle ne passe en Commission car alors, elle n'existe pas et ni le PE, ni le Conseil ne peuvent rien y changer.

Il semble qu'au Conseil, une majorité des Etats membres serait prête à soutenir une hausse minimale des taux d'accises. celle-ci pourrait s'accompagner d'une modernisation du classement des boissons alcoolisées. Restent cependant quelques limites: Les Etats membres qui le souhaitent seront autorisés à mettre en place des périodes de transition ou des dérogations. Le taux zéro pour le vin devrait être maintenu (12 Etats s'opposent à une hausse), il n'y aura pas de modification radicale de la structure du classement. Au PE, je ne sais pas ce qui arriverait, car comme en haute mer, dans ce

dossier, nous sommes dans les mains des dieux si nous ne réussissons pas à mobiliser les troupes, c a d les membres des pays producteurs de vin de tous les groupes politiques, pour éviter une telle proposition législative.

Passons à présent à la question de l'**Organisation Commune de marchés** pour le Vin.

Pour rappel, l'objectif de l'OCM est d'une part la stabilisation du revenu des producteurs par la recherche de l'équilibre du marché à travers des mesures d'intervention et d'autre part l'encadrement et le soutien au développement de la compétitivité du secteur vitivinicole européen au moyen de mesures réglementaires et d'aides à la restructuration et la reconversion du vignoble.

Dans le cadre d'une évaluation systématique des mesures agricoles mises en oeuvre au niveau communautaire, la Commission vient de faire réaliser une étude d'évaluation de l'organisation commune de marché du vin en vue d'une éventuelle réforme ou révision. Je vous en exposerai les principaux points :

Cette étude évalue les différentes mesures appliquées pour atteindre les objectifs précités de l'OCM Vin. Elle accuse en général une certaine rigidité du système, une inadéquation de certains outils aux besoins du secteur viti-vinicole. Plus particulièrement, elle constate, par exemple, que bien que l'OCM ait permis de réduire les excédents structurels et ainsi d'améliorer l'équilibre de marché, elle n'est toutefois pas parvenue à éliminer entièrement l'excédent structurel dans la mesure où certaines mesures telles que la distillation et autres outils de stabilisation de prix ont encouragé des petits producteurs dont la production est invendable à cause de la qualité à rester dans le secteur. Elle conclut donc que l'OCM a été plus efficace pour atteindre l'équilibre de marché à court terme et pour stabiliser les prix que pour réduire les excédents à long terme. Par ailleurs, les mesures de réduction du potentiel de production (restriction de droits de plantation, primes d'abandon définitif) semblent avoir été plus rentables pour réduire les excédents. Parallèlement, elle souligne la nécessité pour le secteur du vin de s'adapter aux évolutions de la demande mondiale, d'adopter une approche davantage tournée vers le consommateur en développant des outils qui permettent d'obtenir des informations plus détaillées, plus fiables sur la demande et l'offre notamment, en investissant dans le marketing, dans le développement de produits assurant des débouchés, pour ainsi éviter des outils tels que la distillation qui s'avèrent extrêmement coûteux et peu rentables. Ainsi, il convient, selon elle, de consacrer davantage d'efforts à la valorisation des produits, à la maîtrise de la distribution et à la communication. Elle préconise pour cela une meilleure coopération entre les Etats membres et la Commission pour adopter, entre autre, une base de données commune, fondée sur les mêmes critères et la même terminologie.

Cette question est une de nos grandes priorités car nous estimons qu'il est indispensable d'adopter une stratégie commune à l'ensemble des pays de l'Union qui soit durable et capable de consolider ce secteur afin qu'il puisse faire face à la concurrence de plus en plus âpre des pays tiers dont les

pratiques diffèrent grandement des nôtres mais qui rencontrent un certain succès auprès de nos consommateurs. Nous suivons ce débat avec le plus grand intérêt. Nous avons entendu en mars à Strasbourg à l'Intergroupe Vin un responsable de la Commission sur ce dossier. Je viens de vous résumer les conclusions des experts. Il est prévu que la Commission qui doit en tout état de cause procéder à une évaluation de l'OCM-Vin tous les 6 ans, fera une proposition législative au cours des prochains mois. Un groupe de travail, dans lequel les producteurs seront représentés, sera mis en place. Le Président du secteur Vin du Copa-Cogeca est venu nous parler du dossier le 11 mai à Strasbourg. Il a été retenu que l'Intergroupe suivra ce dossier en étroite collaboration avec les professionnels et que nous inviterons la Commissaire responsable, la Danoise Fischer-Boel, à une prochaine réunion, en juillet si possible.

Aussi dans ce dossier, l'Intergroupe n'attendra pas que la proposition législative de modification de l'OCM-Vin sera adoptée par la Commission, mais il se mobilise avant pour bien orienter la proposition parce qu'il sera plus difficile de trouver après les majorités nécessaires au Parlement européen.

Je terminerai en commentant la question de la **protection des indications géographiques** et les négociations en cours au sein de l'OMC.

Assortir les indications géographiques d'un cadre juridique adéquat figure parmi les grands objectifs de la politique commerciale de l'Union européenne. L'Union européenne possède d'ailleurs le plus grand nombre d'indications géographiques dans le monde (environ 2000 IG, 1200 pour le vin, 200 pour les spiritueux, et 600 pour les produits alimentaires). En outre, cette question est d'autant plus importante que les IG sont considérées pour la plupart des Etats membres de l'Union européenne comme un symbole de leur identité nationale (à titre d'exemple, je citerai le Champagne en France, le parmesan en Italie, et j'en passe). Cette politique se reflète tant dans le volet bilatéral que multilatéral de la politique commerciale de l'UE.

Le cadre multilatéral :

Trois propositions ont été faites dans le cadre des négociations multilatérales à l'OMC, à savoir l'extension de la protection des IG, l'établissement d'un registre multilatéral d'IG et une liste d'IG pour un certain nombre de produits européens.

Commençons par l'extension de la protection des IG : les indications géographiques des vins et spiritueux sont protégées par une règle univoque, à savoir que la traduction d'une IG ainsi que l'utilisation d'un délocalisant (ex : Rioja d'Australie) sont tout simplement interdites. Les règles concernant les indications géographiques pour d'autres types de produits sont cependant beaucoup moins claires. Ainsi, pour ces produits autres que les vins et spiritueux, les règles stipulent en substance que le consommateur ne doit pas être induit en erreur quant à l'origine du produit. Cette disposition est somme toute ambiguë et peut donner lieu à diverses interprétations.

L'objectif de l'extension de la protection est donc d'appliquer les règles relatives aux vins et spiritueux aux autres produits, sans pour autant annuler les indications géographiques européennes qui ont été utilisées de bonne foi depuis des années par les pays tiers et sans éliminer des marques déposées. Il s'agit surtout d'insérer dans les lois nationales des Etats membres de l'OMC, le principe de protection sans toutefois imposer une protection automatique de nos indications géographiques de la part des gouvernements des pays tiers.

Cette question reste très controversée au sein du conseil TRIPS et n'a pas pu encore trouver de solutions de compromis.

La deuxième proposition est celle d'un registre multilatéral d'indications géographiques. Les IG constituent des droits privés et leur protection n'est pas automatique. Elles sont donc la responsabilité du producteur et non des gouvernements et sont généralement très onéreuses, de sorte que bon nombre de petits producteurs n'ont pas les moyens d'entreprendre ce genre de démarches. C'est pourquoi, selon nous, il serait utile de mettre sur pied un nouveau système d'enregistrement des indications géographiques au sein de l'OMC qui soit juridiquement contraignant et qui s'applique à l'ensemble des membres de l'OMC. Tout producteur pourrait ainsi protéger son produit par une démarche unique et identique pour tout le monde.

La troisième proposition concerne une liste d'indications géographiques européennes à protéger. L'objectif de cette liste est de contraindre les membres de l'OMC à ne plus utiliser les IG figurant sur cette liste, IG que les pays tiers ont utilisé soit de bonne foi, soit parce qu'ils les considéraient comme des génériques ou encore que des sociétés les ont enregistrées comme des marques déposées. Cette proposition est bien entendu très controversée et suscitent de vives protestations de la part des Etats Unis et des pays membres du groupe des Cairns qui depuis des années utilisent ces IG. Vous connaissez bien le problème.

Le cadre bilatéral :

L'Union européenne a négocié et conclu un nombre d'accords bilatéraux qui garantissent la protection d'indications géographiques provenant de pays comme l'Australie, l'Afrique du Sud, le Chili et le Canada. Des accords sont aujourd'hui en cours de négociation avec les Etats Unis et le Mercosur. Les négociations avec la Nouvelle Zélande avaient débuté au milieu des années 1990 et ont malheureusement été suspendues en 1997. J'ai eu début mars 2005 une réunion à Wellington avec des députés intéressés au problème et j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de malentendus à dissiper afin de progresser dans ce dossier.

Au cours de notre dernière réunion de l'Intergroupe à Strasbourg, nous avons entendu deux spécialistes dont les approches divergent et nous avons décidé de faire venir le Commissaire Mandelson à la prochaine réunion pour faire le point avant la réunion de l'OMC à Hongkong, pour bien faire valoir la position de la filière viti-vinicole en temps utile. Veuillez trouver ci-joint le document de position d'une organisation "Origin" qui regroupe les producteurs européens d'indications géographiques qui militent pour une meilleure promotion et protection des IG dans la zone EU que dans les pays tiers.

Je conclurais ce sujet en disant que toutes les parties peuvent tirer des avantages d'une protection accrue des indications géographiques. En effet, la Nouvelle Zélande, par exemple, où j'ai séjourné en mars 2005 pour la réunion de la FIVS, n'aurait-elle pas tout intérêt à protéger son vin Marlborough ou son artisanat aborigène, par exemple ?

En outre, étant donné les intérêts de la NZ dans les marchés à l'exportation (vin et produits laitiers), pourquoi ne pas essayer de trouver un terrain d'entente dans ce domaine ?

***Je vous remercie de l'invitation à votre congrès qui, je l'espère, sera le début d'une étroite collaboration entre l'Intergroupe Vin du Parlement Européen et votre association qui regroupe les élus de la vigne et du vin de France.***

